



Retranscription du point de presse hebdomadaire de l'ONUCI

(Abidjan, le 22 avril 2010)

Hamadoun Touré (Porte-parole de l'ONUCI) : Bonjour mesdames et messieurs. Bienvenue à ce point de presse que je vais commencer par la Mission d'Evaluation Technique des Nations Unies, dépêchée en Côte d'Ivoire par le Secrétaire général des Nations unies et qui achève aujourd'hui sa visite de dix jours, après des rencontres avec tous les acteurs nationaux et internationaux impliqués dans la recherche de solutions à la crise ivoirienne.

La Mission a écouté et entendu les différentes préoccupations et va faire rapport à son mandataire, c'est-à-dire le Secrétaire général des Nations unies. Elle repart avec une vision plus claire des attentes des uns et des autres en ce qui concerne la place et le rôle de l'ONUCI dans le cadre de la recherche de la paix et de la stabilité en Côte d'Ivoire.

Le deuxième point a trait aux activités de l'ONUCI. Ainsi les 6èmes Journées de l'ONUCI auront lieu les 28, 29 et 30 avril à Tiémé, localité située à 30 km d'Odienné. Le thème sera "les populations de Tiémé et l'ONUCI, ensemble pour un environnement électoral apaisé ". C'est une activité de plaidoyer et de proximité qui permet à la mission onusienne d'échanger avec toutes les couches de la population et avec les autorités. Cette 6^e édition, après Vavoua, Hiré, Bocanda, Zouan-Hounien, Akoupé, permettra aussi aux habitants de cette ville, de parler de paix et de fair-play à travers des prestations artistiques et sportives et des consultations médicales gratuites destinées aux habitants.

Concernant le programme "sport et paix", l'ONUCI organise un cross pour la paix à San Pedro et un tournoi de football pour un environnement électoral apaisé à Duékoué. En prenant part à ces activités sportives, les populations confirment leurs engagements par l'effort au processus de paix.

Dans le cadre de son programme d'appui aux médias ivoiriens, l'ONUCI organise les 27 et 28 Avril à Odienné, toujours dans la région du Denguélé, la 9^e étape des « Ateliers d'échange Médias et société civile pour un environnement électoral apaisé ».

Cet atelier, comme ceux qui l'ont précédé, a pour but d'engager la réflexion entre journalistes et représentants de la société civile de la région du Denguélé sur le

rôle des médias locaux et de la société civile dans le renforcement de la cohésion sociale en période électorale.

Une quarantaine de participants venant des localités d'Odienné, de Bako, de Séguélon, de Minignan, de Boundiali et de Tengrela sont attendus.

Il s'agit notamment des animateurs et responsables de Radios privées non commerciales, des journalistes correspondants des principaux quotidiens de la Région et des membres des différentes composantes de la société civile.

Cet atelier accorde une place importante aux techniques de gestion des conflits, à l'implication des femmes et des groupes marginalisés, à la Promotion des Droits humains et des droits civiques.

Voilà mesdames et messieurs, ce que j'avais pour vous en introduction. Si vous avez des préoccupations sur ce que je viens d'évoquer ou sur les activités de l'ONUCI, je suis à votre disposition.

Paulin Zobo Fraternité Matin) : On pensait pouvoir avoir avec vous le chef de la mission d'évaluation technique de l'ONU. On constate qu'il n'est pas présent. On voudrait savoir si les discussions ou les négociations se poursuivaient encore aujourd'hui, et quand est-ce que la mission repart. Deuxièmement, au-delà des bons points que vous avez relevés de façon globale, peut-on savoir spécifiquement les éléments que la mission retient comme positifs et là où il y a des faiblesses à corriger et ce qu'elle préconise si possible.

HT : Le Chef de la mission devait effectivement animer ce point de presse. Il m'a demandé de vous dire qu'il préférerait faire d'abord son rapport au Secrétaire général avant de s'adresser à la presse. C'est une tradition, quand on vous mandate pour une activité, vous devez d'abord rendre compte à celui qui vous a mandaté. La mission est en train de finaliser ses discussions avec les acteurs onusiens et les forces impartiales. C'est ce qui constituera le clou de sa visite. Il me charge de vous présenter ses excuses, il voulait être là physiquement avec vous mais des contraintes l'en ont empêché. Mais surtout cette contrainte qui consiste à rendre compte à la personne qui vous a mandaté. La mission repart ce soir via Paris. J'espère qu'il n'y a plus de nuages de cendres [au-dessus de l'Europe]. Le principal constat, c'est la volonté politique qui existe chez tous les acteurs de continuer à appuyer le processus de paix et à s'insérer dans le cadre du processus de paix. Cette volonté politique est très importante. Ce que la mission a retenu aussi, pour le peu que j'en sais, c'est la nécessité de relancer la dynamique électorale qui enregistre des faiblesses, des difficultés et la nécessité donc de lever les obstacles. A ce sujet, la mission a réaffirmé à tous les interlocuteurs, la disponibilité de l'ONUCI à continuer de mettre à leur disposition ses ressources humaines, ses moyens financiers et ses moyens logistiques. Voilà très brièvement ce que moi j'ai retenu et ce que je peux vous dire ici. Encore une fois, M. Zenenga est désolé de ne pas pouvoir vous rencontrer lui-même. Avec lui, moi aussi je suis désolé aussi bien pour vous parce que nous vous avons convoqués pour une rencontre avec le Chef de la mission d'évaluation technique. Mais comme il vous l'a dit hier au sortir de la Présidence

de la République, le rapport qui sera fait sera rendu public très bientôt et vous prendrez ainsi connaissance des résultats concrets et surtout des recommandations, en ce qui concerne les acteurs ivoiriens et le rôle futur que pourrait jouer de l'ONUCI dans ce cadre.

Etienne Aboua (Demain) : Vous avez tout à l'heure parlé d'une volonté politique des acteurs à s'inscrire dans la dynamique de paix. Alors qu'un rapport de l'ONU fait état d'un réarmement des deux cotés. J'aimerais savoir où est cette volonté politique des acteurs ?. Merci.

HT : J'ai failli répondre « Qui veut la paix prépare la guerre » mais c'est une boutade mal à propos, de mauvais aloi dans ce cadre. Je vous ai dit ce que les interlocuteurs ont dit, et je devrais peut-être préciser qu'ils exprimé leur volonté de rester dans l'Accord Politique de Ouagadougou. Ce qui est une réaffirmation très importante. Ils ont tous dit que c'était le seul cadre qui permettrait d'arriver à la paix. Cela c'est une volonté politique. Maintenant le rapport des experts parle de réarmement. Moi, je ne peux pas valablement en parler ; parce que comme vous le savez, c'est un rapport produit par des experts et on est obligé de le prendre comme tel mais je n'ai pas de commentaires supplémentaires à faire sur ce qui a été dit.

Jérôme N'Dri (Le Mandat) : J'ai une préoccupation. L'ONUCI a appuyé la médiation de Blaise Compaoré et là nous assistons à l'arrivée du Président Wade qui, avec ce qu'on entend, va mener aussi une médiation. Est-ce à dire que l'ONUCI, puisque dans son programme il aurait prévu une rencontre avec l'ONUCI, va appuyer encore une deuxième médiation du Président Wade ? Essayez de nous éclairer un peu sur la question.

HT : Votre question est très difficile parce qu'elle est hypothétique. Nous ne savons pas si le Président Wade va conduire une médiation, nous n'avons pas de détails. Donc il nous est très difficile de répondre s'il va s'agir d'une médiation ou d'une visite d'amitié et de travail. Il faudra attendre certainement la fin de la visite pour répondre à cette question. Mais en ce qui concerne la rencontre prévue avec le Représentant spécial, ce sera l'occasion pour lui d'abord de donner l'évaluation de l'ONUCI, du processus de paix de manière globale, et surtout du processus électoral. Il va faire part également des efforts que l'ONUCI déploie pour que le processus électoral puisse retrouver un nouveau souffle. Tout le monde sait qu'il y a en ce moment comme des obstacles. Le processus semble marquer le pas. Et il est important de le faire redémarrer pour qu'il puisse aller à une vitesse souhaitée par tous. Maintenant je ne sais pas quel rôle va jouer le Président sénégalais. Ce n'est pas l'ONUCI qui organise sa visite, qui l'a invité, je ne sais pas. On ne peut préjuger de rien. Il faut avoir un peu de patience. Je crois que le Président Wade part demain. Donc dans 24 heures, on saura exactement de quoi tout ceci retourne.

Diawara Samou (Le Patriote) : Vous parliez tout à l'heure de volonté politique des différents acteurs qui serait inscrit dans le rapport de la mission. Alors concrètement, comment expliquez-vous le blocage auquel

l'on assiste aujourd'hui, notamment, en ce qui concerne le processus électoral ?

HT : Oui, le blocage, on le connaît. Nous qui vivons en Côte d'Ivoire, nous savons qu'il y a un camp qui veut une vérification de la liste électorale dite blanche. Il y a un camp qui estime qu'il n'est plus nécessaire de procéder à des vérifications supplémentaires dès l'instant où les croisements ont été conduits par les opérateurs techniques, c'est là un blocage ; c'est là que les thèses s'affrontent. Et vous n'êtes pas sans vous rappeler l'épisode des 429.000 personnes contenues dans le fichier interne de la Commission Electorale Indépendante (CEI). Vous n'êtes pas également sans vous rappeler les mesures qui ont suivi la dissolution du gouvernement, la dissolution de la CEI. Ce rappel pour dire qu'il y a eu des blocages de manière concrète et physique. Il y a eu des blocages, on a formé un nouveau gouvernement, on a recomposé, on a mis à la tête de la CEI de nouvelles personnalités qui sont certainement en train de se familiariser avec leurs nouvelles fonctions. Donc il y a eu autant de raisons objectives de constater que le processus électoral a été bloqué. Maintenant qu'est-ce-qu'il faut faire ? Il ne suffit pas de constater qu'il est bloqué. Il faut tout faire pour qu'il redémarre. Parce que c'est le contentieux qui va faire le tri entre les deux camps. C'est par le contentieux qu'on saura s'il y a des personnes indûment enregistrées sur la liste électorale provisoire ou s'il y a des personnes indûment radiées ou omises de la liste électorale provisoire dans sa partie appelée la liste grise. Je crois savoir qu'il y a en ce moment des efforts en cours au niveau notamment de la Primature pour trouver une solution à toutes ces difficultés. Donc, ce sont des difficultés réelles que nous affrontons vous et moi, nous qui sommes là et la mission également qui est venue de New York sur le terrain a constaté les mêmes positions entre les deux camps, mais en même temps, les deux camps ont dit leur volonté et leur détermination de rester dans l'Accord politique de Ouagadougou, de trouver une solution politique à la crise. C'est cela que j'ai appelé tout à l'heure la volonté politique réaffirmée de part et d'autre et c'est même cela qui est un motif d'encouragement.

Apparemment, nous n'avons plus de questions. Merci beaucoup de votre présence. Encore une fois nous sommes désolés de ce qui est arrivé à la dernière minute mais ce sont des décisions qui ont été prises par la mission elle-même. Cela dit, j'espère que vous saurez avoir la patience d'attendre le rapport que nous sommes également curieux de lire. Merci et à jeudi.

Pour toute information supplémentaire, prière de contacter:

Hamadoun Touré, Porte-parole,
Tél. : +225-06203317 ; Portable : + 225-05990075 ; Fax : +225-06203320
Email: hamadoun@un.org.

<http://www.onuci.org>